



LES DROITS DE L'HOMME  
DANS LE MONDE

# LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

# N° 128

## MAI 2019

### Départ d'une « Nouvelle longue marche ». Objectif : la suprématie mondiale

Commençons par l'actualité. Il n'est toujours pas permis, trente ans plus tard de parler du massacre de 1989. Et il en sera toujours ainsi tant que ce régime prétendra administrer la vérité. Un fait récent vient de le rappeler. Pour avoir diffusé le 17 mai sur l'internet une étiquette d'alcool qui invitait à se souvenir du 4 juin 89 (en jouant sur les homophonies de caractères), le cinéaste militant du Sichuan Deng Chuanbing a dans la demi-heure vu arriver la police ; elle a confisqué téléphone, ordinateur, disques durs, caméras. Elle l'a contraint à signer un papier préparé dans lequel il reconnaissait qu'il « provoquait des troubles ». Il a dû la suivre et l'on ne sait quand il reviendra.

Des arrestations de ce genre sont innombrables, ces jours-ci, trop nombreuses

pour qu'on en cite toutes les victimes. Mais la rapidité d'intervention de la police, le flou délibéré de l'accusation (« instiguer des querelles »), la sévérité des condamnations dictées aux juges par le Parti devraient inciter à plus de discernement les bonnes âmes qui, en Europe, oublient la violence du totalitarisme. Tous ceux qui estiment que le peuple chinois est dans l'ensemble très content d'un régime qui l'empêche de parler, auraient pu dire la même chose des opposants aux dictatures du XX<sup>e</sup> siècle (hitlérienne, stalinienne, franquiste, sud-africaine). Et d'ailleurs, il s'en est trouvé pour le dire, estimant qu'au fond, la dictature fait plus de bien que de mal. Il s'en trouve encore aujourd'hui pour le penser, plus nombreux qu'on ne croit.

Ligue  
des **droits de**  
**l'Homme**

FONDÉE EN 1898



### « Reste l'odeur du sang... »

La répression cruelle et sanglante des manifestations démocratiques, – à Beijing et dans les provinces, le 4 juin 1989 et dans les jours qui ont suivi – est une tache indélébile qui discrédite à jamais le régime chinois. « Reste toujours l'odeur du sang : tous les parfums de l'Arabie n'adouciront pas cette petite main » : Lady Macbeth se lamentait mais les dirigeants chinois se réjouissent encore d'avoir sauvé le régime, le Parti et leurs places.

Le monde entier, quasiment, les a désavoués. Placés quelques mois plus tard devant des manifestations de même nature, les gouvernements d'Europe de l'Est, si impitoyables qu'ils aient pu se montrer parfois, ont reculé devant l'horreur. Et peu à peu, ils ont quitté la place. La leçon qu'en ont tiré les dirigeants chinois, c'est, tout au contraire, qu'il ne faut jamais accepter un tel abandon de poste. Le modèle, c'est ce qu'ils ont fait ; le contre-modèle, c'est ce qui s'est passé dans le bloc de l'Est.

L'important pour eux, c'est qu'on n'en parle pas et que la masse de la population n'en sache rien. Comme chaque année encore, à l'approche du mois de juin, le parti organise le silence. La police se met à la tâche dès le début mai ; elle convoque les esprits rebelles, veut connaître leurs

intentions, confisque les télé-phones et les ordinateurs, organise des départs forcés et dispersés en province pour prévenir tout rassemblement, ou, plus simplement interdit de sortir de chez soi, voire incarcère pour plusieurs jours. Sur l'internet, les services de la censure s'occupent à repérer toute allusion, tout indice d'une conjonction des mécontentements, tout dessin mal intentionné.

De par la nature même de ces mesures, il est impossible de chiffrer le nombre des personnes concernées. La police impose le mutisme. La surveillance s'exerce sur tout le territoire. On connaît des arrestations dans les provinces du Hunan, du Sichuan, de l'Anhui, du Jiangsu ou à Beijing ; il s'agit souvent de militants qui ont déjà passé plusieurs années en prison pour avoir défendu les droits de l'Homme.

De telles mesures, prises en violation ouverte de la Constitution (mais pourquoi donc tenir compte de ce texte quand le Parti décide de tout ?) indiquent la persistance d'une inquiétude. La statue de la Liberté érigée sur la place Tiananmen a été détruite. Mais les étudiants de Hongkong en ont fait une copie. Liu Xiaobo est mort mais il figure dans la liste des Prix Nobel. « Reste l'odeur du sang... ».

En effet, et c'est fort triste, chacun s'accommode fort bien des malheurs des autres. Les parlementaires, si nom-breux dans leur bienveillance envers le régime chinois et souvent même admiratifs, devraient savoir qu'appliqué à la France, ce régime les conduirait tous derrière les barreaux, puisqu'ils ne cessent, les débats télévisés en font foi, « d'instiguer des querelles ». Et ils passeraient de fait, eux-mêmes, pour une petite minorité de trublions chercheurs de noises. Le fait que les parlementaires chinois, désignés par le parti, se glorifient d'avoir au fil des décennies toujours voté les résolutions du parti, pourrait, quand même, choquer les élus du suffrage universel.

Ils pourraient être choqués mais ils devraient surtout être inquiets, à un moment où l'on s'habitue à faire bon commerce avec les « démocraties illibérales » (sic), où les ventes d'armes, de par le monde, ne tiennent pas compte des régimes acheteurs et où les Nations unies ont installé, tant dans leur Conseil de sécurité qu'en leur Conseil des droits de l'Homme, pas mal de régimes peu recommandables et hostiles aux libertés.

Choqués, inquiets, certes, mais on aimerait que nos hommes politiques se montrent aussi un peu plus curieux. Il y a des décennies qu'ils se contentent de données fragmentaires – pour ne pas dire des bribes – sur la répression et les camps de travail chinois. Ils acceptent qu'on

leur dise qu'il s'agit d'un secret d'État, que d'ailleurs, il n'y a pas de camp, seulement des prisons comme partout ailleurs et qu'en tout cas, il n'y a aucun prisonnier politique. Il y a quelques décennies, l'Occident s'est ému de l'univers concentrationnaire lorsqu'il relevait du monde indo-européen mais il se contente vraiment de peu lorsqu'il s'agit de la Chine. Tout porte à croire pour-tant, et notamment l'arbitraire des accusations que le problème est d'importance. Si Liu Xiaobo, prix Nobel de la paix et avocat d'un multipartisme fédéraliste, n'est qu'un vulgaire « criminel » ; si demander la reconnaissance sincère du fait ouïghour, comme fit Ilham Tohti, mérite un emprisonnement à vie ; si se réunir pour commémorer les morts de juin 1989 équivaut à un complot ; si caricaturer le chef du Parti, c'est « subvertir le pouvoir d'État », si, si etc, alors il n'y a partout que de graves délinquants de droit commun.

Compte tenu de la population, les effectifs des camps se comptent très probablement par millions. Il semble donc utile et même indispensable de ne plus accepter cette ignorance prolongée. Pour progresser en ce domaine, il faut entreprendre la lourde tâche de rassembler les données disponibles, auprès des victimes et des lanceurs d'alerte, comme il fut fait autrefois pour les camps des totalitarismes d'Europe.

## Toujours la même chose... mais avec chaque fois un pas de plus

Le totalitarisme, par nature, touche à tout et veut partout progresser. A l'intérieur de la Chine, il réprime la pensée libre et choisit l'information utile ; aux confins territoriaux et culturels, il pourchasse les récalcitrants ; à l'extérieur, d'un côté, il use de la menace et de la force pour contraindre aux concessions les puissances petites et moyennes et, de l'autre, il s'efforce de fragmenter les blocs économiques et militaires qui pourraient lui tenir tête.

De cette ambition totalitaire, l'histoire, hélas, a fourni bien des exemples, aucun chapitre ne peut être négligé : ni la poursuite des avocats qui s'obstinent, malgré leur impuissance, à défendre les citoyens, ni le culte de la personnalité du dirigeant unique, ni les camps de rééducation forcée, ni l'expansion des moyens militaires, ni l'emploi de la force contre les plus faibles, ni l'achat d'un statut international par des subventions consenties aux gouvernements des pays pauvres.

Il est donc inévitable que ces billets bimestriels reparlent peu ou prou des mêmes domaines. Mais c'est moins chaque fois une répétition que le constat, hélas, d'une aggravation quasi continue de la situation. Les diplomates étrangers, ici et là, réagissent le plus souvent avec retard, ce qui ne fait qu'accroître les dangers. L'institution des Nations unies, qui devrait être un modèle, se conforme le plus souvent aux souhaits de Beijing pour tout ce qui concerne les droits de l'Homme, grâce d'une part, à l'activité intense de diplomates chinois de plus en plus nombreux et, d'autre part, au ralliement de gouvernements du Tiers monde bénéficiaires d'apports financiers, heureux qu'on n'intervienne pas dans leurs propres affaires intérieures.

Ce mois de mai permet de donner un tour plus ambitieux au « rêve chinois » en annonçant le départ d'une se-conde « Longue Marche ». Le chef du Parti Xi Jinping s'est rendu le 20 mai dans le district Yudu (province méridionale du Jiangxi), au lieu même d'où était parti en 1934 ce qui restait de l'Armée rouge pour échapper

à l'encerclement du Guomindang. Les troupes trouvèrent finalement refuge au Shaanxi, après une marche de douze mille kilomètres marquée par de lourdes pertes militaires.

Cette Longue Marche appartient à la légende du Parti et il n'est pas autorisé d'en ternir l'image. Il n'est pas difficile de voir l'usage qu'en peut en faire aujourd'hui Xi Jinping : la Chine doit s'engager dans cette nouvelle épopée, « en recommençant tout de nouveau ». Comme s'il s'agissait derechef de se battre contre plus fort que soi : les États-Unis bien sûr, avec l'âpre conflit commercial d'aujourd'hui mais aussi, peut-être, tout l'appareil politique international (Nations unies comprises), qui se réclame des valeurs universelles et de l'économie de marché. « Ça fait soixante-dix ans que la Chine se dresse à l'Est. Elle n'a jamais baissé la tête et n'a jamais craint personne. L'histoire prouvera de nouveau que les menaces et les intimidations américaines seront sans effets » assure Chine nouvelle le 20 mai.

Les deux majeures puissances commerciales de la planète ont engagé en juillet 2018 une guerre commerciale, dont les escarmouches initiales n'avaient pas laissé de traces marquantes jusqu'à ce printemps. Il s'agit maintenant d'un affrontement ouvert que la presse du Parti va parfois jusqu'à qualifier de guerre populaire, histoire de mobiliser l'opinion autour des mythes de la lutte contre le Guomindang et les puissances coloniales.

Les flux de produits concernés sont considérables de part et d'autre. La Chine est le troisième marché des États-Unis pour les biens et les services (118,9 milliards de dollars en 2018, en retrait de 9 milliards en raison des nouvelles douanes chinoises). Ces ventes donnent de l'emploi à 1,1 million d'Américains. Mais les flux en provenance de Chine sont bien supérieurs (plus de 500 milliards de dollars) et engendrent un déficit que Washing-ton juge insupportable. Le 10 mai, la présidence américaine a décidé d'augmenter les droits de douane de 10 à 20% sur 200 milliards de dollars d'importations en provenance de Chine.

## Les télécommunications, enjeu mondial

Par-delà le commerce, ce sont les appareils de production et les suprématies techniques qui sont menacés de part et d'autre. En effet, l'avance chinoise en matière d'intelligence artificielle dépend aussi des fournitures de microprocesseurs livrées au groupe Huawei par des entreprises des Etats-Unis (Qualcomm, Intel). Or de nombreuses firmes américaines ont reçu l'ordre de ne plus fournir la Chine, et ce ne sont pas les quelques stockages de précaution actuels qui peuvent pallier une incapacité prolongée de fabriquer. Ainsi la présidence américaine peut menacer de mort des fleurons de l'industrie chinoise. En revanche, les Chinois qui acceptent de produire dans des conditions dangereuses les dix-sept terres rares indispensables aux industries de l'information (césium, magnésium, silicium, germanium notamment) peuvent aussi mettre à mal nombre de firmes américaines ou européennes. Le Quotidien du peuple du 29 mai menace explicitement : « Les Etats-Unis ne doivent pas sous-estimer les capacités de rétorsion du côté chinois... Ne dites pas qu'on ne vous a pas avertis ! ».

Il est dès lors évident que le conflit ouvert entre les deux superpuissances engage bien au-delà des purs intérêts commerciaux : les États-Unis veulent garder leur suprématie technique et bloquer l'essor de la puissance chinoise ; la Chine veut hâter le pas et avancer vers la première place. Dans cette confrontation, le souci de chacun est d'accumuler de la puissance et de se préparer aux combats décisifs. Des droits de l'Homme, des individus ou des puissances moyennes, il n'est évidemment pas question<sup>1</sup>. Chacun se bat pour soi et peu importe le reste du monde : « Quand les grands dragons se battent, c'est le petit poisson qui est blessé ».

Ces tensions internationales invitent à élargir le champ du combat pour les droits de l'Homme. Aux conflits nationaux s'ajoutent les menaces qui pèsent sur les « petits poissons » de l'arène internationale, dans des domaines clés d'activité, comme celui, devenu essentiel des télécommunications. Les 750 opérateurs internationaux de ce secteur, dont en France notamment Orange, s'interrogent sur les marges de manœuvre qu'il leur reste, devant

deux impératifs contradictoires : il leur faut d'une part assurer la sécurité du pays et tenir compte des risques d'espionnage liés à l'usage de la technologie 5G de Huawei, tels que les dénonces Washington ; et d'autre part, il leur faut obtenir de Huawei qui détient les technologies de pointe, les éléments indispensables à la construction incontournable d'un réseau 5G.

Les exigences américaines de rupture avec Huawei menacent les télécommunications européennes de retards et de surcoûts insupportables, avec pour conséquence une perte d'influence internationale peut-être irréversible, face à Washington et Beijing. Mais en même temps, l'Europe ne peut faire fi de l'accusation la plus grave formulée à l'encontre de Huawei, à savoir que, une fois exportée, son avance technique pourrait servir à des opérations d'espionnage de grande ampleur, capables de déstabiliser les nations et les alliances adverses. Tel est en tout cas le danger que Donald Trump met en avant pour inciter les firmes américaines à ne plus fournir le groupe chinois. Bref, le sujet, par sa complexité, semble plonger dans la perplexité nombre de gouvernements et d'entreprises qui doivent apprécier, d'une part, les risques encourus en important les produits Huawei et, d'autre part, les retards qu'ils subiraient s'ils se privaient de cette avance technique.

Le conflit sino-américain, qui semblait d'abord consister en une rivalité dans le domaine des techniques de pointe, concerne désormais les équilibres mondiaux. Dans un univers de techniques et d'échanges mondialisés, il touche maintenant la plupart des pays du globe, sommés de choisir un des deux camps car une troisième voie est impossible. Plusieurs pays voisins (Philippines, Malaisie) se sont dits prêts à user de Huawei. La Nouvelle-Zélande et l'Australie suivent peu ou prou les États-Unis.

La situation se pose avec une acuité particulière en Europe dont les pays et les gouvernements se divisent. La Grande-Bretagne exprime ses inquiétudes ; la République tchèque est plutôt hostile ; la Pologne a arrêté le directeur des ventes de Huawei pour espionnage ; la Suède et la

<sup>1</sup> Et pour en revenir à la commémoration trentenaire du 4 juin 1989, il vaut de noter que sur le sujet, le président américain reprend à peu près les termes du parti chinois. Le 10 mars 2016, interrogé par le Washington Post sur la répression du mouvement démocratique, Donald Trump qualifia ce dernier « d'émeute qu'un pouvoir puissant avait réprimé avec force ». Dès 1990 dans Playboy, il estimait qu'à la différence de Gorbatchev qui n'avait pas montré assez de fermeté, les dirigeants chinois avaient su éteindre le danger par la force. Tout en admettant que la répression avait été horrible, il laissait entendre qu'on pouvait en tirer une conclusion pour les États-Unis : « Ça vous montre le pouvoir de la force. Notre pays maintenant est partout considéré comme faible...le reste du monde lui crache dessus. »

Norvège disent qu'elles étudient la question.

Pendant longtemps, les capitales occidentales ont fermé les yeux sur le totalitarisme chinois, répétant la fable de la liaison inévitable de la croissance et de la démocratie. Elles se sont raconté que la Chine était devenue un pays de classes moyennes et que chaque nouveau dirigeant allait certainement vouloir donner plus de libertés au peuple. Le commerce, comme la musique, allait adoucir les mœurs et c'était une vertu démocratique que de signer des contrats. Bref, on voyait venir la liberté derrière la liberté du commerce.

Mais cette dernière n'est pas venue. Le pouvoir et les sociétés d'État marchent de pair en Chine. La construction d'une fortune personnelle implique la connivence avec le Parti. Dans une telle société corsetée, il est impossible de déceler la fameuse "main invisible" du marché d'Adam Smith, par laquelle la recherche par chaque individu isolé de son

intérêt particulier concourrait idéalement au bien-être de tous. Un pouvoir autocratique se donne tous les droits ; il ne se soumet pas aux lois, il les ignore ou les fabrique à son avantage. Au fur et à mesure de son développement, le régime économique chinois s'est donné les moyens de se soustraire aux règles du marché ; il n'a que faire des plaintes formulées aujourd'hui par ceux qui l'ont courtisé pendant des décennies dans l'espoir de pouvoir y vendre ou produire.

Avec la déception sont venues les récriminations. Après avoir longtemps laissé les États-Unis affronter la Chine et faire à leur place le "sale boulot", les pays européens sortent peu à peu de leur silence complaisant, ouvrent les yeux et osent des propos déplaisants. Si la Chine gagne de nouvelles amitiés en Afrique, elle en perd dans les pays occidentaux ; on la ménage moins qu'avant et l'on ne craint pas de la fâcher.

---

## Débuts de réactions européennes

En voici quelques exemples. En Allemagne, l'armée enquête sur le comportement des journalistes de Xinhua, lors d'une visite effectuée le 20 mai par la Chancelière Merkel dans une unité de l'OTAN. Leurs photographes ont pris quantité de clichés des nouveaux équipements et interrogé les soldats sur le détail de leur activité militaire. La surveillance de Xinhua se serait renforcée depuis quelques temps.

La presse de Hongkong révèle, d'autre part, le 24 mai que l'Allemagne a accueilli comme réfugiés politiques deux militants indépendantistes du territoire. Wong Toi-yeung et Li Tung-sin auraient quitté l'ancienne colonie britannique en 2017 pour éviter d'être jugés après les émeutes survenues en 2016 dans le quartier de Mong Kok. Le chef de l'exécutif du territoire, Mme Carrie Lam, qui défend de son mieux les choix de Beijing, s'irrite du choix de l'Allemagne qui n'aurait aucune raison d'agir ainsi, car selon elle, la justice de Hongkong est « indépendante et équitable ». On la croirait plus aisément si elle était, elle-même, issue d'un suffrage universel qu'elle refuse d'instaurer ; si ceux qui, pour obtenir ce suffrage universel, avaient organisé le mouvement dit des parapluies de 2014, ne se trouvaient pas déjà en prison (condamnés le 9 avril pour « conspiration en vue de commettre un trouble à l'ordre public ») ; et si la menace n'existait pas, d'ores et déjà, de livrer à la justice chinoise de l'intérieur les auteurs d'actes répréhensibles vivant à Hongkong.

Autre exemple, fourni par le journal suisse

SonntagsZeitung du 26 mai, dans un article corroborant le rapport des Services de Sécurité fédérale suisse, publié deux jours plus tôt. Sept cents documents secrets de la filiale suisse de l'entreprise hollandaise Besi sont partis vers Singapour puis réexpédiés en Chine. Le vol fait suite à l'infiltration de la filiale par des agents singapouriens relevant de sociétés chinoises dont le nom n'a pas été donné. Les renseignements concernent la fabrication de puces électroniques, domaine où la Chine accuse quelque retard par rapport à l'Amérique, ce qui la gêne désormais dans son affrontement technologique avec les États-Unis.

La France de son côté a accordé le 2 mai dernier l'asile politique à l'épouse de l'ancien chef de l'Interpol, accompagnée de ses deux enfants. Accusé de corruption, Meng Hongwei avait disparu en septembre 2018 lors d'un vol retour sur la Chine. Il avait peu après été contraint de démissionner. Son épouse a reçu une protection policière après avoir fait état de tentatives d'enlèvement en début d'année. Elle disait craindre pour sa vie et pour celle de ses enfants.

Les membres de l'organisation installée à Lyon n'ont pas été informés officiellement du départ de leur chef.

Le délit de corruption a conduit à la destitution de milliers d'officiels chinois, dans le cadre de la campagne lancée par le chef du Parti. Mais il est impossible de vérifier si l'accusation est fondée ou s'il ne s'agit que d'un prétexte pour écarter les opinions divergentes.

La Chine en tout cas s'est déclarée mécontente de cet octroi d'asile, affirmant qu'il s'agissait d'un usage abusif des procédures françaises.

Paris avait déjà défilé le 6 avril en envoyant la frégate Vendémiaire croiser dans les eaux internationales du détroit de Taïwan. Il s'agissait d'affirmer la liberté de navigation dans une zone que Beijing affirme comme sienne. Le ministère des Affaires étrangères chinois a accusé la France d'entrer illégalement dans son espace maritime. Il semble que ce soit la première fois que Beijing qualifie d'illégal un passage dans le détroit de Taïwan, bien que, selon la ministre Florence Parly, « la

Marine nationale transite en moyenne une fois par an dans le détroit de Taïwan, sans incident, sans réaction ». Ce passage pourrait inciter à traverser le détroit d'autres pays tels que l'Australie et le Japon et embarrasser les préparatifs plus ou moins sérieux d'invasion de Taïwan. Le mécontentement de Beijing n'a pas tardé à se manifester : la Chine a annulé l'escale de Qingdao prévue pour le Vendémiaire, escale liée à l'invitation de la France à une parade navale marquant le soixante-dixième anniversaire de la Marine nationale.

---

## Le droit du plus fort contre l'impératif écologique

La Chine n'échappe pas à cette pratique quasi universelle des totalitarismes qui consiste à accuser les autres nations de pratiquer (en petit) ce qu'ils font eux-mêmes à grande échelle.

Nous avons parlé à plusieurs reprises des accaparements de la Mer du Sud, où la Chine transforme des récifs en îles à grands renforts de sables et de béton pour obtenir des extensions de son espace maritime et édifier des bases aéronavales. Elle assure qu'il ne s'agit que de protéger l'activité de ses bateaux de pêche mais on assiste en réalité à une action coordonnée où les garde-côtes, les militaires et les pêcheurs jouent chacun la partition qui leur a été assignée.

Ainsi, elle accapare les îlots du Sud tout en accusant les navires étrangers d'entrer dans ses eaux nationales ; elle signe un accord sur Hongkong qui garantit l'autonomie judiciaire et politique du territoire jusqu'à 2047 mais emprisonne ceux qui demandent le respect de cette autonomie, procède à des enlèvements à l'étranger et vitupère les pays qui accordent un droit d'asile aux protestataires. Ses dirigeants assurent, à propos de la récupération de Taïwan, que « les Chinois ne tirent pas contre les Chinois » mais ils n'excluent pas l'usage de la force. Ces affirmations annoncent peut-être que si des Taïwanais se refusent à entrer dans une République populaire qui ne les a jamais eus sous son autorité, ils seront traités comme des « agents de l'étranger ».

En économie, les dirigeants veulent qu'on les reconnaisse comme économie de marché

avec libre accès aux appels d'offre et marchés extérieurs, tout en gardant le droit de décider de tout à l'intérieur pour les sociétés d'État dominantes et la possibilité de fermer leur propre marché au nom de la défense des intérêts nationaux. En matière d'environnement et depuis leur signature de l'accord COP21, ils se proclament en pointe grâce à un parc impressionnant de véhicules électriques et un accroissement de la production d'énergie éolienne et nucléaire ; mais ils réclament le droit, comme pays en voie de développement, d'ouvrir de nouvelles mines de charbon et de polluer davantage. Cette bonne volonté affichée permet de taire la triste réalité de l'environnement.

Selon un rapport de Nature communications <sup>2</sup>, Le fleuve Yangzi est le plus pollué du monde, devant le Gange ; en troisième et quatrième place viennent deux autres fleuves chinois, la Xi qui aboutit au delta de la rivière des Perles et le Huangpu (Shanghai). Sur les tonnages énormes de déchets plastiques que les fleuves amènent aux océans (de 1,15 à 2,41 millions de tonnes chaque année), 67% viennent d'Asie. Que la production d'énergie nucléaire ou éolienne progresse en Chine en valeur absolue n'empêche pas l'ouverture de nouvelles mines de charbon et la dégradation extrême de la qualité de l'air dans les grandes agglomérations.

La Chine ne respecte pas les traités qu'elle a signés et qui l'engagent. C'est le cas des aérosols qui dissolvent la couche d'ozone,

<sup>2</sup> River plastics emissions to the World's oceans (2017)



et que prohibe le protocole de Montréal (1987). Depuis 2013, les émissions interdites de CFC-11 (Chlorofluorocarbon-11) utilisé comme réfrigérant ont augmenté de 7.000 tonnes, en Chine du Nord principalement (province du Shandong et du Hebei). Or il s'agit du premier responsable de la diminution de la couche d'ozone protectrice des ultraviolets. Le CFC-11 persiste dans l'atmosphère pendant environ un demi-siècle. Et son action sur la couche d'ozone est plus nocive que celle du méthane ou du dioxyde de carbone. Qui croira que l'appareil de surveillance chinois qui fouille au fond des ordinateurs et des téléphones portables est incapable de déceler des activités industrielles interdites qui se déploient au grand jour ?

La politique de *l'America first* a été justement dénoncée. Celle de la *China first* ne

vaut certainement pas mieux, surtout si elle ajoute la dissimulation à la nocivité. Les nuisances émises par les grandes puissances industrielles mettent en danger non seulement leur propre peuple mais aussi le reste du monde car elles ignorent les frontières. Elles sont d'autant plus redoutables lorsque les fautifs sont des régimes fermés et totalitaires qui n'admettent ni qu'on les critique, ni même qu'on leur demande des comptes. On ne peut jouer sur tous les tableaux : à la fois exiger une stricte non-ingérence dans ses propres affaires intérieures et se permettre de dégrader une nature qui appartient au monde entier.

Alain Bouc